

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514.390.0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de préparation des délégations Version préliminaire du 22 août 2012



Congrès de la CLASSE

Samedi le 25 août 2012

9h00

Lieu

Université *McGill*

Frais de participation

Détails à venir

Hébergement

Hébergement militant

S'il-vous-plaît, en faire la demande

Association hôte

Détails à venir

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	3
Lettres de candidature.....	4
Textes de réflexion.....	5
Le piège (réussi) de la campagne.....	5
Propositions.....	9
Annexe A - Déclaration universelle d'engagement.....	11

Proposition d'ordre du jour

1.. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Présidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Adoption du procès-verbal

2.0 Bilan

3.0 Plan d'action

3.1 Grève

3.2 Manifestation et action

3.3 Autres

4.0 Revendications

5.0 Femmes

6.0 Élections

6.1 Comités et Conseils de la CLASSE

6.1.1 Présentation

6.1.2 Plénière

6.1.3 Scrutin

7.0 Avis de motion

7.1 Dépôt des avis de motion

7.2 Traitement des avis de motion

8.0 Prochains Congrès de la CLASSE

9.0 Varia

Lettres de candidature

À venir.

Textes de réflexion

Le piège (réussi) de la campagne

par Samuel Ragot

Alors que le mouvement voit ses derniers votes de grève échouer les uns derrière les autres, il importe d'ores et déjà de se questionner sur les raisons de la potentielle mort prématurée d'une des épisodes de contestation les plus énergiques et rafraîchissants socialement qu'ait vécu le Québec depuis longtemps. Rappelons-nous, il y a encore quelques semaines, nous parlions encore de printemps érable pour désigner la vague que nous avons construite collectivement, nous les étudiant-e-s et la société civile dans son ensemble. Que s'est-il passé pour que nous soyons maintenant en train de tenter de ralentir la lente agonie de notre mobilisation?

La réponse est complexe, mais un des éléments (parmi d'autres) réside dans le déclenchement de la campagne électorale et le vide stratégique que la CLASSE n'a pas su aborder ni combler de façon efficace.

Du vide stratégie et de la division sur la question du vote

La première erreur de la CLASSE a été de ne pas aborder de front l'élection déclenchée par les libéraux. Cette ultime manœuvre, dont on savait l'éventualité, a finalement réussi à résorber temporairement la crise sociale que nous avons vécue.

Alors que l'on s'était habitué à la vision pragmatique, mais tout de même respectueuse de ses propres principes, de la lutte menée par la CLASSE, celle-ci s'est finalement retrouvée viscéralement divisée sur la question du vote ou de l'abstentionnisme aux élections, plutôt que de se poser la question de l'occupation ou non de l'espace public de la campagne électorale. De savoir comment, comme nous avons pu le faire à l'hiver et au printemps, amener un projet porteur pour la société et pour le mouvement de grève.

Un projet qui maintiendrait la mobilisation et l'espoir parmi les bases mobilisées et une partie de la société civile.

Ce vide stratégique, dont les vieux partis ont profité, a mené à la marginalisation de la CLASSE dans l'espace public et à la perte de sens de la lutte pour beaucoup d'étudiant-e-s qui voyaient dans la campagne la fin de l'opposition au PLQ et une chance de faire changer les choses par le vote, sans analyser plus loin les dynamiques sociales que le printemps avait pu mettre en lumière.

On pourra attribuer cette absence marquée du débat électoral à plusieurs causes dont, de façon absolument non exhaustive :

-
- l'inexistence quasi totale d'assemblées générales cet été, alors que la situation était critique et aurait exigé que l'on se questionnât collectivement sur ces problématiques;
- un déchirement sur la question ou non du vote individuel plus que sur la question de l'occupation politique et idéologique de la campagne (la CLASSE s'était pourtant montrée efficace à occuper le système politique sans vraiment y participer ni le légitimer);
- la polarisation des opinions sans avoir de mandats clairs, qui a poussé l'exécutif national à se réfugier dans une certaine forme de mutisme pour tenter de respecter la volonté de toutes et tous au lieu de promouvoir la grève de façon plus active (et on ne peut pas vraiment leur en vouloir);
- des analyses politiques parfois douteuses ayant poussé certaines associations à ne pas reconduire la grève face à l'absence théorique d'un gouvernement avec qui négocier (les partis politiques seront

- pourtant l'État dès le 4 septembre);
- l'abandon des valeurs que nous avons défendu, par une partie du mouvement, dont notamment la lutte contre le néolibéralisme au profit d'une vision électoraliste à court terme, faisant l'économie des questions de fond;
- le changement sur les exécutifs locaux ayant mené à une perte de rythme au sein de certaines associations;
- un rejet total, mais non diffusé en tant que tel (il n'y a eu aucun effort d'éducation populaire sur ce sujet), du parlementarisme, ne laissant place à aucun compromis stratégique dans une certaine frange du mouvement.

Outre ces éléments propres à la CLASSE, l'absence notable de discours combatif au profit d'une stratégie électoraliste des Fédérations étudiantes n'aura clairement pas aidé la CLASSE à maintenir le cap ou même à penser s'investir dans la campagne. Il nous semble par ailleurs encore une fois que l'erreur fondamentale de se polariser sur la décision ou non de voter a nui à la campagne des fédérations étudiantes qui ont vu leur discours s'axer presque uniquement sur ce point plutôt que sur les questions de fond qu'elles soulevaient.

Conséquences immédiates de la potentielle fin de la grève et de l'absence de la CLASSE

Si la lente agonie de la CLASSE va premièrement amener à un retour en classe plus ou moins rapide, celle-ci aura d'autres conséquences bien plus notables et graves pour la société québécoise.

Premièrement, les libéraux vont potentiellement sortir plus forts de ce conflit, notamment parce que les étudiant-e-s auront plié devant la loi 12. L'ironie du sort veut tout de même que nos adversaires n'aient pas gagné sur le fond de la question, sur le débat de société, mais plus sur leur utilisation de mesures autoritaires et liberticides, précédent inquiétant pour toute mobilisation citoyenne en 'démocratie' parlementaire libérale. Ainsi, au lieu de l'emporter

sur le fond, à l'avenir, nos technocrates n'auront qu'à nous avoir "par les armes". Il s'agit là d'un recul terrible pour nos libertés fondamentales.

Deuxièmement, le lien entre crise sociale et débats électoraux n'aura pas été fait. Alors que la mobilisation du printemps a amené son lot de problématiques sociales, dont la remise en question du néolibéralisme, la campagne électorale n'aura en aucun cas abordé ces questions de fond. La CLASSE, en ne s'investissant pas dans le débat a délaissé sa place d'acteur dominant dans la sphère publique et a participé à l'abandon de ces questions. On notera bien entendu que les conférences de la CLASSE ont attiré beaucoup de citoyennes et de citoyens, mais ce n'est que peu par rapport au potentiel d'une campagne électorale.

L'absence de ces problématiques dans la sphère publique et dans le débat est une terrible perte pour la société québécoise et pour des centaines de milliers de personnes qui avaient aspiré à un changement profond de notre modèle social, vers plus d'équité et de solidarité. Ces aspirations déçues ont toutes les chances de ne pas être soulevées par qui que ce soit d'autre comme la CLASSE aurait pu le faire (non pas que la CLASSE soit la seule à le faire, mais elle bénéficiait d'un capital politique et médiatique supérieur à toute organisation ces derniers mois).

Ainsi, il y a peu de chances que le débat soit axé sur ces problématiques de fond, et en l'absence de véritables différences (sur ces questions, du moins) entre les trois principaux partis ayant une chance d'être proches du pouvoir, très peu est à espérer quant à la possibilité de changement sur ces sujets. Il est bien évident que la 'gauche' parlementaire n'en sortira pas gagnante non plus. Finalement, la campagne électorale aura donc eu raison des questionnements de fond qui n'auraient pas dû être ignorés. Et c'est là où le bât blesse : comment peut-on raisonnablement dans une campagne électorale ignorer la question de la redistribution de la richesse et des inégalités sociales? La CLASSE aura donc en partie, sans le vouloir, abandonné sa responsabilité morale de continuer de poser inlassablement ces questions. Notre rejet du parlementarisme et du système électoral, sans toutefois avoir fait de campagne

pour le délégitimer, aura donc mené à notre propre exclusion des débats sociaux qui auraient dû être soulevés. Il y avait pourtant possibilité de critiquer le système parlementaire et d'amener des idées nouvelles dans ces mêmes élections sans nécessairement prendre position pour un parti. Mais force est de constater que cette perspective stratégique ne pouvait cadrer avec certaines représentations symboliques de pureté politique présentes dans certaines catégories du mouvement étudiant.

Le décalage entre partis politiques et la société civile et ses aspirations n'en sera que renforcé.

Tout n'est toutefois pas fini

L'on pourra tout de même se reconforter en se disant que tout n'est pas fini pour la mobilisation de fond. La grève, qui n'est pas encore finie partout, malgré tout ce que l'on pourra en dire aura mené à une prise de conscience très large de la société face aux politiques néolibérales et antisociales de la droite, doublée d'une radicalisation d'une partie de la base mobilisée de la société.

Elle aura également aussi mis en lumière des dérives autoritaires et liberticides de certains vieux partis de notables, ne nous rassurant pas quant à la santé intellectuelle de ces partis qui ont peur du peuple qu'ils prétendent représenter. Ce "wake up call" est évidemment inquiétant mais nécessaire pour que nous n'abandonnions pas nos libertés dans une paresse sociale un peu trop confortable.

Dans tous les cas, si la grève n'aura pas vu la concrétisation du changement au niveau parlementaire (ce qui paraissait en partie improbable dans tous les cas), il ne faut pas marginaliser le schisme s'étant créé au printemps. L'histoire est en constante évolution et cette mobilisation majeure est probablement un soubresaut de quelque chose de plus profond à l'échelle de l'évolution de la société. Si nous n'avons pas réussi à concrétiser le dépassement du rapport conflictuel dans la dialectique historique, ce n'est que partie remise. Tout vient à point pour qui sait attendre, et surtout, mobiliser, organiser, créer de l'espoir.

L'autre leçon qu'aura amené cette grève pour notre génération et pour la population en général, c'est que contrairement à ce que l'on a voulu nous faire croire par le paradigme dans lequel on nous a enseigné l'histoire, nous ne sommes pas juste des observateurs et observatrices de l'histoire et de l'évolution de la société, nous en sommes acteurs et actrices, déterminants majeurs si nous le souhaitons. Cette prise de conscience est un élément fondamental : nous avons redécouvert ce que nos ancêtres avaient compris bien avant nous : la force de l'action collective et de la solidarité.

Un piège "de la dernière chance" pour le PLQ

Le piège des élections nous a été tendu et, pour le moment, collectivement nous avons échoué à l'éviter. C'était toutefois à prévoir puisqu'il s'agit d'un élément historique pour faire taire les mouvements sociaux d'envergure. Nous étions plusieurs à nous questionner depuis des mois sur la façon de ne pas tomber dans ce piège et à chercher à trouver un moyen de dépasser le parlementarisme. De toute évidence, nous avons été rattrapé-e-s par ces questions sans y amener de réponses convaincantes.

Le Parti libéral savait bien ce qu'il faisait en déclenchant des élections. Après la panique du printemps, il savait qu'il utilisait là sa dernière arme contre notre mouvement. Il devait également se douter que la radicalisation allait mener d'une façon ou d'une autre à la division et à la sortie de la CLASSE de la campagne. Sur ce point, il faut reconnaître que le PLQ a su utiliser sa dernière cartouche au bon moment.

Nous sommes et serons avenir

Prenons-en bonne note pour l'avenir. Tout n'est pas fini. Nous avons pris conscience de notre force collective. Et c'est pourquoi nous sommes avenir. Nous avons construit un mouvement sans précédent. Malgré toute la violence de l'État. Malgré le dénigrement des vieux et jeunes

réactionnaires. Malgré le poivre, les bombes, les matraques, les coups, les insultes, le mépris, la boue intellectuelle qui nous ont été lancés. Nous avons continué. Pour quelque chose de mieux, de plus beau, de plus grand. Avec nos tripes et notre espoir. Et si maintenant notre mouvement semble être à l'agonie, il renaîtra, un jour. Les changements sont en marche. Sans la nommer, je pense que nous devons lui rendre hommage.

Nous sommes arrivé-e-s à ce qui commence, dit-on.

Montréal, le 13 août 2012.

C'est elle que l'on matraque,
Que l'on poursuit que l'on traque.
C'est elle qui se soulève,
Qui souffre et se met en grève.
C'est elle qu'on emprisonne,
Qu'on trahit qu'on abandonne,
Qui nous donne envie de vivre,
Qui donne envie de la suivre
Jusqu'au bout, jusqu'au bout.

Je voudrais, sans la nommer,
Lui rendre hommage,
Jolie fleur du mois de mai
Ou fruit sauvage,
Une plante bien plantée
Sur ses deux jambes
Et qui trame en liberté
Où bon lui semble.

Autres pistes de réflexion dont nous n'avons pas parlé :

- La peur de la loi 12 dans les associations locales;
- La peur de perdre la session d'hiver dans les cégeps et universités;
- Le repli de la gauche parlementaire sur le concept de trêve de peur que la grève ne favorise les libéraux;
- Le traitement médiatique des premiers votes de grève perdus;
- La perception que la grève n'est plus le moyen privilégié pour battre les libéraux quand les sondages semblent laisser penser que le PQ peut l'emporter;
- Le réveil trop tardif face au potentiel retour en classe et aux actions à prendre;
- Du manque d'activité des associations locales cet été (ayant été sur un exécutif uqamien, je prend ici une partie du blâme);
- Du manque d'actions cet été;
- De l'important débat entre pragmatisme et intransigeance politique, dans le respect de nos valeurs;
- De l'importance dans une campagne future de véritablement mener une campagne claire contre le parlementarisme et le capitalisme si c'est là la volonté des membres des associations locales.

Propositions

2.0 Bilan

1. Le Conseil exécutif propose un bilan du Conseil exécutif de 10 minutes suivi d'une période de question de 10 minutes.

3.0 Plan d'action

3.1 Grève

1. Le Conseil exécutif propose une plénière de une heure sur l'état du mouvement de grève.
2. Considérant que les élites politiques ne sont que des patins des élites économiques,
Considérant que le mouvement social entamé par les étudiants et étudiantes est un mouvement prônant la démocratie directe et l'autogestion,
Considérant qu'historiquement des élections ont servis à détruire des mouvements sociaux,
Considérant que le mouvement social entamé par les étudiantes et étudiants est un mouvement visant une idéologie et non un parti politique en particulier,
Que la CLASSE invite les associations étudiantes locales à poursuivre et intensifier notre lutte, et ce, peu importe la tenue ou non d'élections.

Proposée par ACÉLUL

Mise en dépôt au Congrès du 14 juillet 2012

3.2 Manifestations et actions

1. Que la CLASSE exige une rencontre avec le gouvernement le plus tôt possible après le 4 septembre,
Que lors de cette rencontre, la CLASSE revendique le maintien des bonifications promises à l'aide financière aux études en plus de l'annulation de la hausse des frais de scolarité,
Que la CLASSE signifie toutefois son opposition à l'instauration d'un régime de remboursement proportionnel au revenu et réclame que cette mesure ne soit pas mise en application.

Proposée par le Conseil exécutif

2. Que la CLASSE tienne une manifestation nationale à Montréal, le 22 septembre et qu'elle assiste les associations étudiantes locales dans l'organisation de manifestations régionales.

Proposée par le Conseil exécutif

3.3 Autres

1. Que le Comité aux luttes sociales fasse une présentation de 10 minutes sur les façons dont les associations étudiantes peuvent travailler avec les syndicats locaux, les APAQs et les groupes communautaires locaux.

Proposée par le Conseil de coordination

4.0 Revendications

1. Le conseil de coordination propose au congrès d'endosser la "déclaration universelle d'engagement" en Annexe A.

6.0 ASSÉ

1. Que le Congrès de plan d'action annuel de l'ASSÉ ait lieu le 29 et le 30 septembre à l'extérieur de Montréal.

Proposée par le Conseil exécutif

7.0 Avis de motion

7.2 Traitement des avis de motions

1. *Considérant le fait que la CLASSE est une coalition de grève;*

Considérant le fait que certaines associations membres de la CLASSE ne sont plus en grève ou ne l'ont jamais été;

Considérant le fait que les décisions d'une coalition de grève doivent être prises par des grévistes;

Il est proposé de biffer « Avoir un mandat de consulter ses membres au sujet de la grève générale illimitée ou » au point 6 de l'article 6 de l'annexe H.

Que cet avis de motion ne soit pas repris si le congrès de la CLASSE vote pour une trêve lors des élections.

Proposée par la SOGÉÉCOM

2. Que la politique de dépense de l'ASSÉ soit modifiée ainsi:

De biffer au chapitre 3, article 8.5 «De plus, un repas ne peut dépasser la moitié des dépenses admises par jour.»

Proposée par le Conseil exécutif

Mise en dépôt au Congrès des 11 et 12 août 2012

Annexe A - Déclaration universelle d'engagement

Au cours des dix dernières années, dans le monde entier, étudiants, enseignants, parents, chercheurs, et employés ont protesté contre la privatisation progressive de l'enseignement public, et ont lutté en faveur d'une éducation gratuite et émancipatrice.

Beaucoup d'entre nous utilisent la plateforme de « [Mouvement International Etudiant](#) » comme une plateforme autogérée qui a été initiée pour échanger des informations, travailler en réseaux et coordonner les mouvements de protestation à la fois au niveau international et mondial. Depuis que la plateforme a été initiée en novembre 2008, plusieurs journées ont été coordonnées comme « [la Journée internationale contre la marchandisation de l'Éducation](#) » (5 novembre 2008), « [Reprendre votre Éducation - Semaine mondiale d'action](#) » (20 au 29 avril 2009), « [L'Éducation n'est pas à vendre – Semaine mondiale d'action](#) » (5 novembre 2009 + 9 au 18 novembre 2009), « [Actions global pour l'Éducation](#) » (octobre-novembre 2010), « [Le Printemps de la Résistance](#) » (mars-mai 2011) et "[Semaines d'action mondial pour l'éducation](#)" (7-20 novembre 2011).

Notre structuration est fondée sur une participation directe avec l'organisation de discussions et d'action collective et non sur une organisation hiérarchique. Toute personne qui s'identifie dans la lutte contre la privatisation et la privatisation de l'enseignement public et qui sont en faveur d'une éducation gratuite et émancipatrice peut se joindre et participer aux actions et à la construction de la plateforme.

Ce qui suit à pour but de nous unir dans le monde entier :

Contre quoi luttons nous ?

- Les effets du système économique et financier actuel sur le système éducatif :
 - Les frais de scolarité : ou toutes autres formes de taxes et de frais qui privent l'accès à l'enseignement à certains étudiants et qui instaurent une inégalité d'accès à l'enseignement
 - Les prêts étudiants : qui contribuent à l'endettement des étudiants
 - L'enseignement au service du marché du travail :
 - ▶ *Le processus de Bologne et tous les autres engagements de ce type sont principalement destinés à servir le marché de l'emploi. Ils favorisent la réduction des coûts de l'enseignement et de la formation, raccourcissent la durée des études, et produisent des effectifs peu qualifiés.*
 - L'éducation devient une marchandise comme n'importe quel autre produit
 - L'influence croissante des entreprises privées sur les budgets publics pour l'enseignement : les financements privés devançant dans certaines universités les financements publics
 - Les coupes et les compressions budgétaires de plus en plus importante dans le monde entier
 - La privatisation des fonds publics avec l'influence massive de fonds privés
 - La commercialisation du savoir
- Nous nous opposons aux discriminations et à l'exclusion de tout établissement qui seraient fondées sur :
 - le contexte socio-économique qui pousserait les institutions à augmenter les frais, ce qui aurait pour conséquence d'augmenter les inégalités d'accès à l'enseignement
 - la nationalité, la religion, l'origine ethnique, la couleur de peau
 - les dossiers scolaires et toutes formes de sélection à l'entrée dans le système éducatif
 - les appartenances politiques, syndicales, associatives, et les activités militantes
 - le sexe et les orientations sexuelles

- Nous nous opposons à la transformation de la recherche comme moyens de produire des brevets à vendre, et non comme moyen de permettre à tous d'accéder librement aux savoirs
 - Les établissements publics sont de plus en plus contraints de recourir aux fonds privés pour financer la recherche, mais les fonds privés sont investis dans la recherche qui est jugée « prometteuse » car elle sera plus rentable. Il y a par conséquent un désintéressement et une diminution des financements dans les domaines de recherche qui ne sont pas jugés économiquement lucratif. Les sujets sont de plus en plus évalués à la lumière des critères de rentabilité économique.
- Nous opposons à :
 - pas de recherche à des fins militaires
 - pas de recrutement, ni de publicité en faveur de l'armée

En faveur de quoi nous militons ?

- **CONTENU:**
 - L'éducation gratuite et émancipatrice comme un droit humain : l'éducation doit en premier lieu permettre l'émancipation de l'individu, ce qui signifie qu'elle doit lui permettre de développer un regard critique, de comprendre les structures du pouvoir, et d'appréhender le monde qui l'entoure. L'éducation ne doit pas permettre seulement l'émancipation d'un individu mais de l'ensemble de la société. L'enseignement doit avoir un rôle subversif.
 - L'éducation doit être appréhendée comme un bien public au service des intérêts publics
 - Le choix de poursuivre des études doit être libre
- **ACCÈS:**
 - Interdiction des frais qui instaurent une inégalité d'accès à l'éducation, ainsi que toutes mesures discriminantes. Chacun doit être libre de pouvoir accéder à l'enseignement
 - Un financement suffisant du système d'enseignement public sans chercher sa rentabilité
- **STRUCTURE:**
 - Tous les lieux d'enseignements doivent être organisés de manière démocratique, ce qui signifie un système direct de participation aux processus de décision

Pourquoi le niveau local et le niveau mondial ?

Le système économique actuel a aujourd'hui un impact dans le monde entier, et crée des luttes sur l'ensemble de la planète. Tout en créant une pression locale suffisante pour influencer les politiques locales et régionales, nous devons toujours être conscients du caractère mondial des problèmes. En nous organisant mondialement, nous devons apprendre des uns et des autres les tactiques, les diverses expériences d'organisations ainsi que des connaissances théoriques. A court terme, les changements peuvent être obtenus sur un plan local, mais de grands changements ne passeront que par une union des étudiants, chercheurs, parents, employés, techniciens, ... dans le monde entier.

Les systèmes éducatifs ne jouent plus un rôle subversif mais se mettent au service de l'économie de marché afin de sélectionner pour former et maintenir les individus dans une forme d'ignorance et de soumission. Nous nous unissons pour un autre système éducatif, et pour une autre vie.

Nous sommes unis contre toutes les formes de répression que réalisent les gouvernements dans le monde entier contre les personnes engagées dans la lutte pour une éducation libre, gratuite et émancipatrice.